

Réunion du Réseau parlementaire de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Visioconférence

8 décembre 2023

Délégation québécoise

- M^{me} Jennifer Maccarone (Westmount–Saint-Louis), députée et rapporteure de la section du Québec à la Commission de l'éducation, de la culture et de la communication (CECC) de l'APF
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales

Contexte


Le Réseau parlementaire de lutte contre le VIH/sida (élargi à la lutte contre la tuberculose et le paludisme en 2014) a été créé par l'APF, en partenariat avec ONUSIDA, en juillet 2000. Espace d'échanges et de confrontation des idées et des stratégies, le Réseau est aussi un lieu de sensibilisation et de promotion d'actions en matière de lutte contre les trois maladies. Il constitue un instrument efficace d'information et de plaidoyer au service des parlements.

Placé sous la responsabilité de la CECC, le Réseau se réunit une fois par an et collabore étroitement avec ONUSIDA, le Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le *Global TB Caucus*, Action santé mondiale et *Roll Back Malaria*.

Objectifs et résultats

Assurer la participation de la section du Québec au Réseau parlementaire de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme.

- Bien que la transmission du VIH soit toujours active au Québec et que des cas de tuberculose soient diagnostiqués chaque année, la dernière participation de la section du Québec à une réunion du Réseau remontait à quelques années. De même, il s'agissait de la première présence au Réseau pour la rapporteure québécoise. Cette dernière a pris part à l'entièreté de la réunion, s'est familiarisée avec les partenaires du Réseau et a pu faire entendre la voix du Québec sur les




enjeux discutés. Étaient également présents des parlementaires et/ou fonctionnaires parlementaires de la Suisse, du Rwanda, du Maroc, de la Roumanie, du Cambodge, du Canada, de la Belgique et de la France.

- Le président du Réseau, le député suisse Laurent Wehrli, a présenté aux parlementaires présents le compte rendu de la dernière réunion tenue à Paris en novembre 2022. De même, la rapporteure Iphigénie Mukandera, députée rwandaise, a fait état des activités du Réseau dans la dernière année, incluant la participation de représentants de l'APF à la 12^e Conférence scientifique sur le VIH/Sida qui a été organisée par l'*International AIDS Society* à Brisbane (Australie) en juillet dernier. Cette conférence bisannuelle vise à assurer un suivi des avancées internationales en recherche fondamentale, clinique, préventive et opérationnelle concernant le VIH.

Entendre des experts internationaux sur la situation mondiale actuelle quant à la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme.

- Les membres du Réseau ont auditionné des experts issus de trois organisations internationales luttant contre le VIH/sida, la tuberculose, le paludisme et d'autres maladies endémiques, soit le Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, ONUSIDA ainsi que l'OMS.
- La représentante du Fonds mondial a fait un suivi des derniers résultats quant aux actions financées par le Fonds, principalement dans les pays francophones. Elle a notamment souligné que le taux de mortalité combiné des trois maladies (VIH, tuberculose et paludisme) a réduit de 55 % depuis la création du Fonds en 2002. En 2022, dans les pays couverts par le Fonds, 24,5 millions de personnes étaient sous traitement antirétroviral contre le VIH, 6,7 millions de personnes bénéficiaient de traitements antituberculeux et 220 millions de moustiquaires avaient été distribués pour lutter contre le paludisme. Malgré ces résultats encourageants, la représentante du Fonds mondial a souligné que la lutte contre ces trois maladies était de plus en plus difficile en raison d'une combinaison de crises interconnectées qui s'entrechoquent : ruptures causées par la pandémie de Covid-19, changements climatiques, conflits, crises économiques et endettement, érosion des droits humains, augmentation des iniquités au sein des pays et entre les pays. Afin de poursuivre efficacement la lutte contre ces maladies, la représentante du Fonds mondial a rappelé l'importance de travailler avec les communautés, d'ajuster les stratégies d'intervention aux impacts des changements climatiques, d'assurer un accès universel aux soins de santé, de maintenir la lutte contre ces maladies au centre des préoccupations des décideurs et de financer davantage les actions porteuses.
- Le représentant d'ONUSIDA a, pour sa part, dressé un bilan de la situation globale du VIH à travers le monde. Il a rappelé qu'en 2022, 630 000 personnes, dont 84 000 enfants, sont mortes d'une maladie liée au sida et que chaque semaine, 4 000 filles et jeunes femmes sont infectées. Il a également souligné que seulement 77 % des 39 millions de personnes vivant avec le VIH ont accès à un traitement. Chez les enfants, ce pourcentage tombe à 57 %. Le représentant d'ONUSIDA a aussi insisté sur le défi que pose les atteintes aux droits humains pour la lutte contre le VIH puisqu'au cours des dernières années, de plus en plus de lois répressives et de politiques intransigeantes ont été mises en œuvre dans certains pays, ce qui a alimenté la stigmatisation, la discrimination et la violence envers certaines populations à risque. La crainte des violences, des abus, voire de l'incarcération, dissuade ainsi certaines personnes infectées ou à risque d'infection



à rechercher les soins nécessaires, entraînant une plus grande propagation de la maladie. Tout comme l'intervenante du Fonds mondial, le représentant d'ONUSIDA a précisé que la lutte contre le VIH doit passer par les communautés et, conséquemment, par davantage de financement des initiatives locales.

- Enfin, la représentante de l'OMS a abordé non seulement la question du VIH/sida et de la tuberculose, mais également les épidémies d'hépatites et d'infections sexuellement transmissibles (ITS). Elle a notamment insisté sur la prévalence actuelle des hépatites B et C en Europe, lesquelles touchent respectivement 14 millions de personnes et 13 millions de personnes. Elle a également précisé que 23 millions de cas de chlamydia, blennorrhagie, syphilis et trichomonase avaient été diagnostiqués en Europe en 2022, rappelant ainsi que ces infections demeuraient très présentes sur le territoire européen et nécessitaient une vigilance constante. La représentante de l'OMS a expliqué les réponses mises en place par son organisation afin de contrer ses épidémies, notamment des campagnes de dépistage et des traitements simplifiés. Ses actions s'inscrivent dans la stratégie 2022-2030 de l'OMS pour lutter contre le VIH/sida et les épidémies d'hépatite virale et d'IST d'ici 2030.

Faire connaître l'état des lieux au Québec en matière de transmission et de dépistage du VIH et faire un partage d'expériences avec des parlementaires de la Francophonie.

- Un point à l'ordre du jour de la réunion permettait aux parlementaires présents de partager la situation de leur région quant à la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. La représentante de la section du Québec a pris la parole d'abord pour mentionner l'adoption à l'unanimité par l'Assemblée nationale du Québec le 1^{er} décembre dernier d'une motion soulignant la Journée mondiale de lutte contre le sida et rappelant entre autres que le VIH/sida continue à affecter des milliers de Québécoises et Québécois. Elle a également dressé un bilan des plus récentes données statistiques quant à la transmission du VIH au Québec. Enfin, elle a souligné que le dépistage précoce du VIH demeurerait un enjeu important puisque près de 50 % des personnes nouvellement diagnostiquées l'avaient été à un stade avancé de l'infection, ce qui ne leur permettait pas de bénéficier d'un traitement en temps opportun.
- Les sections de la Roumanie, de la Suisse, du Maroc et du Rwanda ont également fait un bilan de la situation dans leur pays. On note de façon générale un meilleur accès aux tests de dépistage et aux traitements. Or, certains parlementaires ont souligné les enjeux d'hostilité de l'environnement social qui stigmatise les personnes infectées, lesquelles ne recherchent pas les soins nécessaires à leur condition. La question de l'accessibilité des programmes et des interventions dans certaines régions rurales ou plus isolées a aussi été abordée.

Statistiques

9 parlements
représentés

15 participantes et
participants

3 organisations
internationales
auditionnées

Suivi

La prochaine réunion statutaire du Réseau devrait avoir lieu en présentiel à l'automne 2024. Le lieu n'est pas encore fixé. Entretemps, le président du Réseau, qui est également président de la CECC de l'APF, explore la possibilité de tenir la prochaine rencontre du Réseau dans le cadre de la réunion de la CECC prévue en avril 2024 en Roumanie. Il a indiqué aux participantes et participants qu'il demanderait au parlement roumain, hôte de la réunion, d'ajouter une journée au programme afin de permettre une rencontre du Réseau parallèlement aux activités de la CECC.